

## Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

**Séance du 18 juin 2024**

Le dix-huit juin deux mille vingt-quatre, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le douze juin deux mille vingt-quatre, s'est réuni 47 bis rue des Vinaigriers – 75010 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 107

Nombre de délégués présents ou représentés : 54 (dont 27 pouvoirs)

Étaient présents :

### **Titulaires (24) :**

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Edith Felix (Bagnolet), Léopold Michallet (Colombes), Jean-Luc Millard (Drancy), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Christophe Piercy (Saint-Denis), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Emmanuel Lion (Versailles), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbekta (Vitry-sur-Seine), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), Patrick De La Marque (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest).

### **Suppléants avec voix délibératives (3) :**

Adrien Deudon (Clichy-la-Garenne), Louise Bompaire (Grand Paris Seine Ouest), Luc Mauvarin (Grand Paris Seine Ouest).

**Suppléant sans voix délibérative (1) :** Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine).

### **Excusés ayant donné pouvoir (27) :**

Bruno Tuder (Bagneux) à Edith Felix, Sonia Airouche (Bobigny) à Thierry Duboc, Stéphanie Toussaint (Bois-Colombes) à Sophie Merchat, Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine) à Mohamed Houcini, Samuel Besnard (Cachan) à Christophe Bernier, Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) à Jean-François Ploteau, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Andy Kangoud (Chatillon) à Marc Brunet, Hervé De Compiègne (Courbevoie) à Jean-Marie Ballet, Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) à Jean-Luc Millard, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Julie Lefebvre, Christophe Paquis (Les Lilas) à Robin Louvigné, Sophie Deschiens (Levallois-Perret) à Geneviève Gaillabaud, Marie-France Parrain (Maisons-Alfort) à Patrice Pattée, Vincent Soulage (Nanterre) à Abdallah Benbekta, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) à Frédéric Sitbon, Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec) à Christophe Piercy, Pierrick Amella (Pantin) à Léopold Michallet, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à Adrien Deudon, Sabrina Decanton (Saint-Ouen) à Emmanuel Lion, Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est) à Patricia Vavassori, David Daoulas (Grand Paris Grand Ouest) à Patrick De La Marque, Pascale Flamant (Grand Paris Seine Ouest) à Louise Bompaire, Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest) à Luc Mauvarin, Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest) à Bertrand-Pierre Galey, Patrick Ollier (Métropole du Grand Paris) à S. Raifaud, Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris) à François Vauglin.

**Excusés :** Yann Viguié (Champigny-sur-Marne, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Françoise Carteau (Gentilly), Sophie Bosquillon et Jacques Paris (Ile-Saint-Denis), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Medhi Hafsi et Marie-Line Clarin (La Courneuve), Philippe Robert (Le Bourget), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Marc Frot (Le Plessis-Tréville), Thibault Siméoni (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Michel Budakci (Saint-Maurice), Nicolas Moreau (Vaucresson), Nathalie Brar-Chaveau (Vélizy-Villacoublay), Alix Bougeret (Région Ile-de-France).

Total des voix : **2527,96 voix**

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib'**) de la séance du 26 mars 2024

2. Délibérations :

- Actualisation du tableau des emplois et des effectifs
- Adhésion de la commune de Thiais au SAVM et à la compétence Velib'
  - Délibérations relatives au **Budget principal** :
    - Approbation du compte de gestion 2023
    - Approbation du compte administratif 2023
    - Affectation du résultat 2023
    - Approbation du budget supplémentaire 2024 - Autolib'
    - Modification du montant de la contribution au Syndicat
  - Délibérations relatives au **Budget annexe Velib'** :
    - Approbation du compte de gestion 2023
    - Approbation du compte administratif 2023
    - Affectation du résultat 2023
    - Convention de financement et de suivi entre la MGP et le Syndicat pour les JOP de Paris 2024
    - Approbation du budget supplémentaire 2024 - Régie Velib'
    - Bilan d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)
- Rendu compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

3. Points divers

- Point sur la qualité du service de Vélib' Métropole et sur les échanges avec le prestataire du service
- Point sur les différents contentieux

Le Président après avoir constaté que la condition de quorum était remplie a ouvert la séance.

Monsieur Frédéric Sitbon est désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance et Président pour les comptes administratifs Autolib' et Régie Velib' : Pour **2527,96 voix**

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib'**) de la séance du 26 mars 2024

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité Syndical Autolib' et Velib' Métropole du 26 mars 2024.

**Pour : 2527,96 voix**

***Le procès-verbal du Comité Syndical du 26 mars 2024 est approuvé à l'unanimité.***

2. Délibérations

**2024 09** - Actualisation du tableau des emplois et des effectifs

**Le Président** donne la parole à Fabienne Puig.



**Fabienne Puig**, Directrice de l'administration générale et des ressources humaines, explique aux membres qu'il est proposé de supprimer l'emploi d'assistante de direction et des services vacant à la suite du départ de l'agent en détachement fin septembre 2022 puis à sa récente mutation.

Elle précise que l'absence de l'agent sur cet emploi pendant plus d'un an et demi n'a pas généré de difficulté particulière et que la charge de travail supplémentaire a pu être absorbée par l'assistante des services avec qui une partie de l'activité était auparavant partagée.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Abdallah Benbekta** (Vitry-sur-Seine) demande s'il s'agit d'une suppression de poste ou d'emploi.

**Le Président**, répond qu'il s'agit bien d'une suppression d'emploi et demande s'il y a d'autres observations. En l'absence, il soumet la délibération 2024 09 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE** la suppression de l'emploi d'assistant.e de direction et des services.

**FIXE** le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
1	Directeur.rice du Syndicat	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 ou 8 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
2	Directeur.rice juridique et commande publique	A	Attachés	Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
3	Responsable carrière et paie						
4	Responsable de gestion budgétaire et financière						
5	Chargé.e de mission RSE						
6	Directeur.rice communication et marketing						
7	Chargé.e de communication						
8	Chargé.e de communication						
9	Juriste / Chargé.e de la commande publique						

N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
10	Responsable budgétaire	A/B	Attachés Rédacteurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur princ. 2 <sup>e</sup> cl Rédacteur princ. 1 <sup>re</sup> cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 6 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
11	Comptable	B	Rédacteurs	Rédacteur Rédacteur princ. 2 <sup>e</sup> cl Rédacteur princ. 1 <sup>re</sup> cl	oui	Diplômes de niveau 4 au moins 3 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
12	Assistant.e des services	B/C	Rédacteurs Adjoint administratifs	Rédacteur Rédacteur princ. 2 <sup>e</sup> cl Rédacteur princ. 1 <sup>re</sup> cl Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2 <sup>e</sup> cl Adjoint adm. princ. 1 <sup>re</sup> cl	oui	Diplômes de niveau 3, 4 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 707
13	Gestionnaire carrière / Paie	C	Adjoint administratifs	Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2 <sup>e</sup> cl Adjoint adm. princ. 1 <sup>re</sup> cl		Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 558
14	Directeur.rice de l'administration générale et RH	A+	Administrateurs Ingénieurs en chef	Administrateur Administrateur hors cl Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et 1027
15	Directeur.rice des techniques	A+/A	Ingénieurs en chef Ingénieurs	Ingénieur en chef Ingénieur en chef hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
16	Data Scientist	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027



N° de poste	Nature du poste	Cat.	Cadres d'emplois	Grades	Possibilité de recourir à l'article L.332-8-2°	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
17	Responsable déploiement et exploitation	A/B	Ingénieurs Attachés Rédacteurs Techniciens	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Rédacteur Rédacteur prin. 2e cl Rédacteur prin. 1re cl Technicien Technicien prin. 2e cl Technicien prin. 1re cl	oui	Diplômes de niveau 4, 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 1027
18	Responsable des études et expertises	A	Ingénieurs	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
19	Chargé.e de mission nouvelles mobilités	A	Ingénieurs Attachés	Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl	oui	Diplômes de niveau 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
20	Directeur.rice des finances	A+/A	Administrateurs Attachés Ingénieurs	Administrateur Administrateur hors cl Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
21	Statisticien.ne / Cartographe	A	Attachés Ingénieurs	Attaché Attaché principal Attaché hors cl Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors cl	oui	Diplômes de niveau 5, 6 ou 7 au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 444 et IB 1027
22	Contrôleur.euse des stations	C	Adjointes techniques Agents de maîtrise Adjointes administratifs	Adjoint technique Adjoint tech. princ. 2e cl	oui	Diplômes de niveau 3 au moins 2 ans d'expérience	Compris entre IB 382 et IB 597
23				Adjoint tech. princ. 1re cl			
24				Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal			
25				Adjoint administratif Adjoint adm. princ. 2e cl Adjoint adm. princ. 1re cl			

**AUTORISE** dans le cas de recrutement infructueux d'un ou d'une fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.

**DIT** que tous les emplois sont à temps complet.

**2024 10** - Adhésion de la commune de Thiais au SAVM et à la compétence Velib'

**Le Président** donne la parole à Yannick Cabaret.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, lit aux membres le mail transmis par Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), dans lequel elle fait part de son étonnement quant à cette nouvelle adhésion en précisant que le rapport du cabinet Rise préconisait de ne pas élargir le périmètre. Elle indique cependant qu'elle votera favorablement pour cette adhésion.

**Yannick Cabaret** précise que cette partie de l'étude a dû être mal présentée car elle donne lieu à certaines confusions. Il suggère de revenir sur ce sujet lors d'un prochain Bureau syndical ou même de demander une actualisation au Cabinet Rise.

Il ajoute que dans le contexte de 2021, la situation économique de Smovengo étant mauvaise, l'élargissement du service à toute la Métropole aurait dégradé significativement l'équilibre financier du service.

Il explique que, depuis 2021, des ajustements et corrections ont été réalisés et cite :

- la compensation financière de la surutilisation des VAE indexée sur le prix du marché et prolongée jusqu'à 2032 ;
- la revalorisation des tarifs d'une dizaine de pourcents en mars 2023 ;
- l'engagement de l'achèvement du déploiement à Paris (dit "plan bornettes").

Il indique que depuis quelques semaines, le nombre de vélos a été porté au niveau prévu au marché, que le nombre d'abonnés connaît une augmentation très importante et que la plupart des paramètres (nombre de vélos disponibles, état des vélos,...) sont en amélioration. Il en ressort des recettes en hausse qui améliorent le modèle économique du service, ce qui participe d'une amélioration de la situation financière de l'entreprise. Dans ce contexte, dit-il, l'extension du service ne dégrade plus l'équilibre financier du service. Elle permet d'augmenter le nombre d'utilisateurs, le nombre de courses et génère des recettes supplémentaires. Cette extension est de plus marginale : seulement deux ou trois communes rejoignent le service chaque année. Enfin, s'agissant de Thiais, la commune est dans la continuité du réseau existant. La desservir permettra de supprimer « une dent creuse » au Sud du réseau. La demande de la commune de rejoindre Velib' Métropole était en partie motivée par la prolongation de la ligne 14 dont deux stations sont situées à Thiais – et généreront de nouveaux besoins en termes d'intermodalité. C'est d'ailleurs valable pour tout le territoire du Val-de-Marne situé au Sud du réseau existant. Ainsi, les communes de Chevilly-Larue, L'Haÿ-les-Roses et Rungis pourraient rejoindre prochainement le service. Les maires de Chevilly-Larue et de Rungis ont d'ores et déjà manifesté au Syndicat leur décision de rejoindre Velib' Métropole.

**Yannick Cabaret** présente ensuite le support de présentation diffusé sur écran qui avait été produit lors d'une réunion publique le 3 avril 2024 et qui est la synthèse des études techniques conduites par le Syndicat avec les services technique de Thiais.



**Le Président** ajoute qu'il y a eu beaucoup de discussions à la suite de l'interrogation de Madame Magne comme à chaque fois qu'il y a une nouvelle demande d'adhésion et qu'il veille à ne pas avoir un développement qui soit de nature à contrecarrer l'équilibre économique du service. C'est, dit-il, en partie ce qui a été fatal pour le service Autolib' et donc un sujet d'attention. Il est extrêmement sensible au développement de l'intermodalité via Vélib'. Selon lui, pour se déplacer dans la Métropole, il n'y a pas mieux qu'un transport ferré combiné avec le vélo. Comme il n'est pas possible de rentrer un vélo dans les métros, il est nécessaire de mettre des stations en libre-service à proximité des stations de métro pour aller desservir l'ensemble de la Métropole. C'est pourquoi il estime que la bonne stratégie est de développer des stations à proximité des stations de métro déjà existantes avant d'envisager d'aller dans les confins de la Métropole. Il informe les membres que s'il y a une demande d'adhésion d'une commune très éloignée du service actuel, des études seront menées pour évaluer l'impact de l'extension sur le développement du service. Il est favorable à poursuivre le puzzle métropolitain s'agissant de l'extension du service Velib'. Il indique que comme, l'a dit Yannick Cabaret, cela n'est pas nature à dégrader l'équilibre économique du service.

**Le Président** donne ensuite la parole aux membres.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) souhaite, si cela est possible, que la Cabinet Rise fasse une mise à jour de cette étude. Elle pointe que le cabinet avait prévu à échéances constantes, même en fin de marché public Velib', que le bilan de l'entreprise serait encore négatif. Avec les éléments présentés par Yannick Cabaret, le service Velib' ferait mieux que prévu. Selon elle, il serait intéressant de voir comment cela évolue malgré les résultats positifs chaque année. Elle demande si le service s'améliore largement, s'il est resté dans la mouvance du rapport ?

**Le Président** précise que Yannick Cabaret a proposé que le cabinet Rise actualiser cette étude. Il indique que l'an dernier, les actionnaires de Smovengo enregistraient une perte de 113 M d'euros et qu'actuellement ce serait plutôt de l'ordre de 80 M d'euros. Ils ont payé des dizaines de millions d'euros de pénalités du fait de leurs difficultés au démarrage du service. Le service est rentable d'année en année mais ils ne rentreront pas dans leurs frais. C'est une trajectoire économique intéressante pour eux : ils vont rembourser une partie significative de leurs investissements.

**Abdallah Benbekta** (Vitry-sur-Seine) estime que l'intermodalité est primordiale dans la Métropole et même au-delà. Il demande si dans les études sera intégrée l'anticipation de l'ouverture de la ligne 15, le coût du développement du service Velib' et également s'il sera demandé aux villes qui souhaitent intégrer le Syndicat ce qu'il en est de leur plan vélo (pistes cyclables) car cela a un impact énorme sur l'utilisation du vélo et donnera une information sur l'utilisation des futures stations Velib'.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, répond qu'en effet, le Syndicat est attentif au déploiement des lignes du Grand Paris Express. Concernant la ligne 15, il y a certaines communes qui sollicitent le Syndicat. Les discussions sont en cours pour envisager des déploiements à venir mais pas dans l'immédiat. Des études sont systématiquement réalisées par la direction technique du Syndicat pour envisager des déploiements adaptés.

**Frédéric Sitbon** (Asnières-sur-Seine) informe les membres qu'à Asnières, il y aura la ligne 15 nord-ouest mais pas avant 2031. Il ajoute que Smovengo a déjà commandé 15 000 vélos. Il indique que le Grand Paris Express va apporter un maillage supplémentaire par rapport à Velib'.

**Christophe Bernier** (Gennevilliers) fait remarquer que sur l'extension des stations et la capacité du marché actuel à tenir l'extension du service, il est souvent fait le parallèle avec Autolib'. Il estime qu'il y a deux éléments importants qui différencient la situation s'agissant de Velib'. Il rappelle qu'Autolib' a cessé en raison de la mauvaise gestion de M. Bolloré et de la SA Autolib'. Or aujourd'hui sur Velib', la plupart des acteurs concurrentiels ont arrêté ou sont dans des cadres moins importants. Même s'il y a un gros travail fait par le Syndicat, l'entreprise Smovengo lui paraît mieux gérée.



Il est d'accord sur le fait qu'il y ait un vrai travail à faire sur l'étude d'impact de service aux usagers et les capacités du Syndicat à tenir l'extension du réseau, mais ce n'est pas la même situation qu'à l'époque d'Autolib'. Par son expérience de membre du Comité depuis 2014, Autolib' avait des demandes qui n'étaient pas cohérentes, sans aucune étude de marché préalable ou d'étude d'impact sur les usagers. Aujourd'hui la situation est différente quant à l'extension de nouvelles stations.

**Bertrand-Pierre Galey** (GPSO) juge intéressant de répercuter la discussion évoquée lors de la dernière réunion du Bureau. Il lui semble que la limite théorique maximale d'extension, à savoir celle du territoire de la Métropole, a été établie, qu'elle représente déjà beaucoup et que ce ne doit pas être un objectif.

Il suggère de rester prudent, notamment avec Thiais dont la tactique de continuité, de « pelure d'oignon », est évidemment la seule qui soit valable, y compris pour le bon fonctionnement du service. Une ville isolée à quelques kilomètres de l'ensemble du réseau n'aurait pas intérêt à intégrer le Syndicat, que ce soit pour les utilisateurs ou le prestataire Smovengo.

Enfin, il souhaiterait être mieux informé avant et au moment des adhésions. Une étude d'impact faite par le prestataire aux frais de la commune adhérente ou par un cabinet d'étude permettrait d'être pleinement rassuré sur le fait que le Syndicat ne soit pas en train de déborder vers des engagements qui ne pourront être tenus ou des situations qui pourraient mettre le prestataire encore plus en difficulté.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, répond que l'étude présentée en amont était une synthèse. Lorsque des études de territoire et de déploiement sont réalisées, elles portent d'abord sur les caractéristiques socio-démographiques de la commune ou territoire concerné (modélisation via datamining). Pour l'ensemble des communes adhérentes au service, les caractéristiques socio-démographiques (nombre d'habitants, sociologie du territoire, pourcentage de personnes avec ou sans voitures etc.) sont prises en compte et en fonction de cela, l'algorithme calcule des facteurs qui expliquent ensuite l'intensité de l'usage dans les différentes communes. C'est ainsi qu'il peut être simulé les usages à venir dans les communes qui souhaitent rejoindre le Syndicat.

Concernant l'adhésion de Thiais, cela ne figure pas dans la synthèse produite mais ce sont plusieurs centaines, pas loin d'un millier d'adhérents supplémentaires qui pourraient rejoindre le service à la suite de l'adhésion de la commune. Cela représente un pourcentage correct compte tenu de la population de cette commune. Actuellement, Smovengo n'est pas associé à ces études de déploiement souvent par manque de temps, parce que les communes souhaitent aller vite et surtout parce que lorsque le Syndicat considère qu'il n'y a pas de risque à l'adhésion, qu'il y a une continuité territoriale et que l'étude socio-démographique confirme un intérêt, il n'est pas indispensable de simuler quelles pourraient être les recettes générées par le service ou les coûts de maintenance car cela nécessiterait beaucoup de travail de la part de Smovengo en particulier sur la maintenance qui est difficile à évaluer. Si on prend en considération uniquement la partie recettes et pas les coûts, l'étude est biaisée. Il faudrait disposer de tous ces éléments et cela semble démesuré en termes de coût pour l'entreprise et potentiellement pour le Syndicat par rapport à l'enjeu dès lors que les paramètres socio-démographiques et la continuité de service sont favorables. Il faudrait en revanche conduire ce type d'étude si une commune isolée ou avec des paramètres socio-démographiques défavorables souhaitait adhérer au Syndicat.

**Luc Mauvarin** (Grand Paris Seine Ouest) partage l'exemple de Chaville sur le déploiement de Velib'. C'est, dit-il, principalement de la mobilité active sur leur territoire, 80% des déplacements de Chaville vont à Sèvres et Boulogne-Billancourt, non à Paris. Il estime que l'adhésion de Thiais est une bonne idée et il souhaite savoir ce qu'il en est de l'intégration de Créteil. L'adhésion votée l'année dernière représente un grand nombre de stations et ça devrait également permettre cette mobilité sur le territoire entre Thiais et Créteil, qui est un centre culturel important.



**Thierry Pereira**, Directeur technique, indique que le Syndicat échange actuellement très régulièrement avec la ville de Créteil concernant le déploiement du service. Créteil disposait déjà d'un service de vélos partagés dont le contrat arrive à échéance mi-juillet 2024. Le prestataire a déjà commencé à enlever son mobilier afin que les stations Velib' soient installées rapidement. Le déploiement est en cours et 16 stations seraient installées à Créteil.

**Le Président** partage le point de vue de **Luc Mauvarin**, qu'il sera très structurant pour le service Velib' de développer des stations à Créteil.

**Thierry Duboc** (Villejuif) estime qu'au regard de la carte, Villejuif est considérée comme une « dent creuse », une situation peu enviable. Il souhaite savoir quand des villes comme L'Hay-les-Roses et Chevilly-Larue rejoindront le Syndicat, d'autant plus qu'elles sont sur l'itinéraire du de la ligne 14 du métro.

**Le Président** répond que Chevilly-Larue rejoindra le réseau fin 2024 ; il a rencontré la maire et la délibération va être prise. Concernant L'Hay-les-Roses, il cherche actuellement par tout moyen à entrer en communication avec le maire pour parler de l'extension du service dans sa commune.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) indique que sur les 9 stations qui ont été commandées par sa commune, seulement 7 ont été installées. Elle souhaite savoir si c'est un cas isolé ou si d'autres villes sont également dans ce cas.

**Le Président** explique que dès qu'une ville demande une station elle est réalisée, le seul facteur limitant étant l'intervention d'Enedis.

**Thierry Pereira**, Directeur technique, répond que La Garenne-Colombes n'est pas un cas isolé, certaines conventions de déploiement prévoient 20 stations et actuellement il n'y en a que 16. Il précise que le Syndicat lance les études dès qu'il dispose d'adresses : en effet, sans adresse d'implantation, l'étude technique ne peut pas être lancée.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) réitère sa question pour connaître le delta entre le nombre de stations demandées par les villes et le nombre de stations réalisées.

**Thierry Pereira**, Directeur technique, estime qu'il doit y avoir une cinquantaine de stations au global qui sont conventionnées mais qui, dans la mesure où les collectivités concernées n'ont pas fourni d'adresse d'implantation, n'ont pas pu faire l'objet des études techniques nécessaires. Il termine en indiquant que le sujet va être relancé.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) conclut en disant qu'on parle d'extension des stations, mais qu'il importe en premier lieu d'étudier la densification des stations manquantes.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) explique que la ville de Fontenay-aux-Roses a rencontré également ce problème aux abords de cette même gare. La problématique était que c'était limitrophe du terrain du CD 92 avec la coulée verte. Il y a eu des retours négatifs de la population qui reprochait à la ville de ne rien faire. La ville a défendu autant que possible le projet et il a fallu qu'Enedis puisse faire l'acheminement de l'alimentation électrique sur l'ancienne station. Les services ont pris attache avec le service de la voirie de Fontenay-aux-Roses, ce qui a ensuite permis d'engager les démarches nécessaires à la réalisation de la station.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) précise que dans sa ville, Enedis n'est pas en cause et que si « nous sommes plombés par les stations que nous avons déjà, ce n'est peut-être pas la peine de se mettre la corde au cou ». Elle estime que la mise à jour du rapport Rise serait très intéressante afin de rassurer certains maires et expliquer que le Syndicat est dans une dynamique intéressante et qu'ils peuvent continuer à conventionner de nouvelles stations.

**Le Président** suggère de mettre à jour les études d'usages afin de voir le potentiel dans les quartiers qui sont ciblés. A Paris, le service Velib' a été développé avec une station Velib' tous les 300 m en moyenne et cela fonctionne bien. Dans les communes où le service est arrivé plus tardivement, il y a un intérêt à densifier le réseau au bénéfice du service, des usagers et de l'évolution des modes de transport.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) précise qu'ils n'auront pas de problème avec Enedis car le siège social de l'entreprise y est implanté. La ville aura besoin de stations Velib', c'est pourquoi elle enjoint au Syndicat de revenir vers les maires. La ville de la Garenne-Colombes évolue car deux nouvelles stations au moins sont à soumettre à l'étude.

**Jean-Francois Ploteau** (Argenteuil) indique que sa commune a commencé avec 3 stations avec un usage qui était beaucoup orienté vers Paris. Aujourd'hui, il y a 7 stations déployées et la 8<sup>e</sup>, en attente d'Enedis, est en cours. Grâce à la densification, la ville affiche 75 % de déplacements locaux et les déplacements ont augmenté en comparaison avec l'année dernière.

**Le Président** demande s'il y a d'autres observations et, en l'absence, soumet la délibération 2024 10 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	0 voix
Pour :	2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE** l'adhésion de la Commune de Thiais au socle commun du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole.

**Article 2 : APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la commune de Thiais au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

**Article 3 : APPROUVE** l'adhésion de la commune de Thiais à l'option Velib'.

### **Délibérations relatives au Budget principal**

**2024 11** Approbation du compte de gestion 2023

**Le Président** donne la parole à M. Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable du service finances, commente la diapositive diffusée sur écran. Il indique que le compte de gestion est constitué de la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. Il précise que le comptable public a repris toutes les dépenses et recettes réelles ainsi que toutes les dépenses et recettes d'ordre, et qu'il est constaté que le compte de gestion 2023 concorde avec le compte administratif 2023 du budget principal.

**Le Président**, demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 11 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	0 voix
Pour :	2527,96 voix



**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 du compte de gestion joint en annexe.

**Article 2 : DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2023 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 : ADOPTE** le compte de gestion de l'exercice 2023 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

**2024 12 – Approbation du compte administratif 2023**

**Le Président** cède la présidence à M. Frédéric Sitbon et quitte la salle.

**Frédéric Sitbon, Président,** donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir,** Responsable du service finances, commente la diapositive diffusée sur écran, en indiquant qu'il y a une stabilisation des dépenses et des recettes de fonctionnement et qu'au niveau investissement, les dépenses ont fortement baissé du fait du remboursement total de l'emprunt en 2022. Ainsi, le résultat cumulé de fonctionnement est de 564 204,31 euros et le résultat cumulé d'investissement se monte à 455 573,19 euros.

**Frédéric Sitbon, Président,** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 12 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2023 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section de Fonctionnement en euros :**

- Recettes : **15 566 376,75 euros**
- Dépenses : **15 376 591,68 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2023 de **189 785,07 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 564 204,31 euros**, dont **374 419,24 euros** de report d'excédent de l'exercice 2022.

**Section d'Investissement en euros :**

- Recettes : **4 651 658,56 euros**
- Dépenses : **2 910 122,20 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2023 de **+ 1 741 536,36 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de **+ 455 573,19 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2022 de **- 1 285 963,17 euros**

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2023 d'un montant de 1 019 777,50 euros**

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2023 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

**Monsieur Sylvain Raifaud** reprend ensuite la présidence de la séance.

### **Délibération 2024 13 – Affectation du résultat 2023**

**Le Président**, donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable du service finances, indique, s'agissant de la section de fonctionnement, que les recettes sont de 15 566 376,75 euros et les dépenses de 15 376 591, 68 euros, soit un excédent de 189 785,07 euros. Avec l'excédent antérieur de 374 419,24 euros, le résultat cumulé se monte à 564 204,31 euros.

Concernant la section d'investissement, il précise que les recettes sont de 4 651 658,56 euros et les dépenses de 2 910 122,20 euros, soit un excédent de 1 741 536,36 euros. Avec le déficit antérieur de 1 285 963,17 euros, le résultat cumulé se monte à 455 573,19 euros.

Il explique que l'excédent provient principalement des recettes et des dépenses d'ordre. Il est donc proposé d'affecter en résultat de fonctionnement reporté les 564 204,31 euros et d'affecter en résultat d'investissement reporté les 455 573,19 euros.

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 13 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité DÉCIDE :**

**Article 1er : D'AFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement **564 204,31 euros** (compte 002 solde d'excédent reporté).

**Article 2 : D'AFECTER** l'excédent d'investissement de l'exercice 2023 de **455 573,19 euros** à la section d'investissement-recettes (compte 001 solde d'excédent reporté).

### **Délibération 2024 14 – Approbation du B.S. 2024 – Autolib'**

**Le Président**, donne la parole à Sédik Chekir.

**Sédik Chekir**, Responsable du service finances, indique que l'excédent global cumulé permet de proposer une diminution de la contribution de fonctionnement de 314 € par station, qui passe ainsi de 1 264 € à 950 €.

Il permet également de proposer un ajustement des charges de gestion courante et notamment des frais d'honoraires.

À la suite du budget supplémentaire, la section de fonctionnement reste équilibrée. La section d'investissement, quant à elle, passe d'un suréquilibre de 406 000 € à 831 000 €.



**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 14 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1 : ADOPTE** le budget supplémentaire suivant :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
002	002				564 204,31 €
74	74748			349 482 €	
011	60612		6 000 €		
011	60632		1 500 €		
011	6185		8 000 €		
011	62268		100 000 €		
011	6231		2 000 €		
011	6261		2 000 €		
011	611		63 722,31		
011	6132		18 000 €		
011	6182		4 500 €		
011	6283		9 000 €		
<b>TOTAL</b>			<b>214 722,31 €</b>	<b>349 482 €</b>	<b>564 204,31 €</b>

Section d'investissement :

	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
001	001				455 573,19 €
20	2051		10 000 €		
21	2181		10 000 €		
21	21838		10 000 €		
<b>TOTAL</b>			<b>30 000 €</b>		<b>455 573,19 €</b>

### Délibération 2024 15 – Modification du montant des contributions au Syndicat

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 15 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 2527,96 voix

## **Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1 : DECIDE** que le montant de la contribution 2024 pour l'exercice de la compétence Autolib' est arrêté selon les modalités suivantes :

Pour l'ensemble des membres adhérents à la compétence, il est de 950 € par station (arrêté au 25 juin 2018) au titre de la contribution au budget principal du Syndicat :

Ce montant sera constaté en recettes du budget de fonctionnement du budget Autolib' 2024.

**Article 2 : DECIDE** que les montants des contributions 2024 pour l'exercice de la compétence Velib' votés le 28 novembre 2023 restent inchangés, à savoir :

- Pour la Ville de Paris : 22 304 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 21 104 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 11 152 € par station soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 9 952 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année : 5 576,00€ par station soit 600 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 4 976 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris dans le cadre des stations seulement installées au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année : 2 788,00€ par station soit 300 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 2 488 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;

La participation financière de la Métropole du Grand Paris au Syndicat Autolib' Velib' Métropole se décompose comme suit :

- La contribution obligatoire de la Métropole pour la gestion administrative du Syndicat est arrêtée à un montant de 111 520 euros par an ;

La subvention de la Métropole pour le financement de la compétence Velib' est définie selon les modalités suivantes :

- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 : la participation est de 11 152 euros par an par station ;
- Pour les 22 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2021, la participation est de 6 589,82 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché ;
- Pour les 23 stations entrant dans le cadre de l'avenant 1 et ouvertes en 2022, la participation est de 6 133,60 € à compter de 2023 et jusqu'à la fin du marché ;
- Pour les stations ouvertes sur le territoire de la métropole hors Paris après le 1<sup>er</sup> janvier 2023, dans la limite de 155 stations :
  - Pour les stations ouvertes au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, la participation est de 11 152 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, et 61 336 euros l'année d'ouverture des stations,



- Pour les stations ouvertes au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 55 760 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = (5\,576\text{€} + 11\,152\text{€} * N) - 55\,760\text{€} \quad NP = 5\,576\text{€} + 11\,152\text{€} * N - 55\,760\text{€}N$$

- Pour les stations ouvertes au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année, la participation est de 52 972 euros l'année d'ouverture des stations. Pour les N années restant jusqu'à la fin du marché, la participation annuelle P est calculée selon la formule suivante :

$$P = (2\,788\text{€} + 11\,152\text{€} * N) - 52\,972\text{€} \quad NP = 2\,788\text{€} + 11\,152\text{€} * N - 52\,972\text{€}N$$

Soit une subvention totale estimée à 6 845 000 €, financement des stations éphémères hors Paris compris.

La subvention est convertie en équivalent-stations, dont le nombre correspond à 50 % du nombre des stations financées hors stations éphémères.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2024.

**Article 3 : DIT** que les recettes seront constatées sur les budgets correspondants.

### **Délibérations relatives au Budget annexe Velib'**

**Le Président** indique que les délibérations 2024 16 à 2024 20 ont été présentées par Sédik Chekir lors du comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation (Régie Velib') et ont reçu un avis favorable unanime. Il convient maintenant de les approuver.

**2024 16** – Approbation du compte de gestion 2023 « BUDGET ANNEXE »

**Le Président** demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 16 au vote.

Contre : 0 voix  
 Abstention : 0 voix  
 Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1<sup>er</sup> : STATUE** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 du compte de gestion joint en annexe.

**Article 2 : DECLARE** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2023 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 : ADOPTE** le compte de gestion de l'exercice 2023 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Île de France et du Département de Paris.

**2024 17** – Approbation du compte administratif 2023 « BUDGET ANNEXE »

**Monsieur Frédéric Sitbon** ayant été désigné Président pour présider le compte administratif, Monsieur Sylvain Raifaud quitte la séance.

**Le Président**, demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 17 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2023 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section Fonctionnement :**

- Recettes : **63 621 705,59 euros**
- Dépenses : **65 995 225,78 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2023 : - **2 373 520,19 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : - **424 750,30 euros**, compte tenu de l'excédent 2022 reporté de : + **1 948 769,89 euros**.

**Section Investissement :**

- Recettes : **21 315,89 euros**
- Dépenses : **33 997,50 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2023 de : - **12 681,61 euros**.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **47 594,76 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2022 : + **60 276,37 euros**.

**Soit un DEFICIT global de clôture 2023 : - 377 155,54 euros**

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2023 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

**2024 18 – Affectation du résultat 2023 " BUDGET ANNEXE "**

**Le Président**, demande s'il y a des observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 18 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> : D'AFFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement : **424 750,30** (compte 002 : déficit reporté en dépenses de fonctionnement).

**2024 19 –** Approbation de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'installation et l'exploitation des stations Velib' éphémères dans Paris à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet la délibération 2024 19 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix



**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**Article 1 : APPROUVE** les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération.

**Article 2: AUTORISE** le Président du Syndicat à signer la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'installation et l'exploitation des stations Velib' éphémères dans Paris à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

**2024 20 -** Approbation du Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2024

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet la délibération 2024 20 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE unique : ADOPTE** le budget supplémentaire suivant :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
002	002		424 750,30 €		
011	611		1 412,00 €		
011	6110001		956 400,00 €		
011	6110101		224 669,95 €		
011	6110303		3 500,00 €		
011	6110301		447 330,00 €		
011	6110501		27 976,00 €		
011	611999		93 719,00 €		
011	6110201	700 000,00 €			
011	6110702		559 533,00 €		
011	6111101		2 000,00 €		
011	611997		1 527 560,27 €		
011	6110701		190 000,00 €		
011	6236		500,00 €		
011	6288		500,00 €		
70	706888				1 811 011,52 €
70	70878				100 000,00 €
70	708781				140 000,00 €
70	708782				600 000,00 €
70	708785				587 509,00 €
77	755				521 330,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>700 000,00 €</b>	<b>4 459 850,52 €</b>		<b>3 759 850,52 €</b>
<b>SOLDE</b>		<b>3 759 850,52 €</b>		<b>3 759 850,52 €</b>	

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
001	001				47 594,76 €
16	165		30 000,00€		
21	2181		5 000,00€		
21	2184		15 000,00€		
21	2183		7 594,76 €		
<b>TOTAL</b>		<b>0,00€</b>	<b>47 594,76 €</b>	<b>0,00€</b>	<b>47 594,76 €</b>

## 2024 21 – Bilan d'activité 2023 de la CCSPL

**Le Président** donne la parole à **Yannick Cabaret**.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, indique que la Commission Consultative des Services publics Locaux s'est réunie le 11 juin 2024 et a approuvé le bilan d'activité 2023. Il précise qu'en 2023, la Commission Consultative des Services publics Locaux s'est réunie le 13 juin 2023.

Lors de cette séance, la commission a approuvé le procès-verbal de la CCSPL du 14 juin 2022, le bilan d'activité de la CCSPL de 2022 et a examiné le bilan d'activité 2022 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

**Le Président** demande s'il y a des observations et, en l'absence, soumet la délibération 2024 21 au vote.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité PREND ACTE** du bilan d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services publics locaux.

## 2024 22 – Rendu compte des décisions prises par le président

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres. Il demande s'il y a des questions et en l'absence demande aux membres de prendre acte de la délibération 2024 22.

Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Pour : 2527,96 voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, PREND ACTE** du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 30 mai 2024 en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.



### 3. Points divers

#### - Qualité du service de Vélib' Métropole et échanges avec le prestataire du service :

**Thierry Pereira**, Directeur technique présente les graphiques des courses Velib' diffusés sur écran.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) demande s'agissant des courses uniques, depuis quand une augmentation de cette utilisation existe et s'il y a une corrélation avec l'augmentation du prix du ticket de bus et si commercialement, il y a une stratégie sur l'utilisation et la tarification lors des JOP tout en sachant que le prix du ticket de métro sera augmenté.

**Thierry Pereira**, Directeur technique, répond que s'agissant de l'utilisation du Ticket-V (offre de courte durée permettant de réaliser un trajet unique de 45 minutes à Velib' mécanique ou à assistance électrique), on constate une progression régulière. Il n'y a pas de progression spécifique en lien avec une action extérieure. C'est un produit qui fonctionne très bien en période estivale.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, explique qu'une tarification spéciale JOP a été étudiée. Le Syndicat s'est rapproché de l'office du tourisme et des congrès de Paris qui disposait d'informations plus détaillées sur les durées de séjour escomptées des touristes olympiques. Le constat a été que la durée de ces séjours n'était pas différente des touristes habituels. Par conséquent, les offres de courte durée Velib' existantes correspondent bien aux profils de ces visiteurs. Il n'y a pas d'offre spécifique créée pour les JOP. Velib' ne changera pas ses tarifs pour ces périodes, contrairement à IDF Mobilités.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) répond qu'il a eu une discussion avec Monsieur Castex, le président de la RATP, et il souhaite savoir si le Syndicat a des choses à apporter sur le travail du titre unique de transport dématérialisé, sur la collaboration des services de transports entre eux.

**Le Président** confirme que c'est un objectif et qu'un travail a été réalisé à ce sujet.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, explique concernant le ticket unique que le Syndicat dialogue régulièrement avec IDF Mobilités. Pour l'instant, il n'y a pas de partenariat envisagé mais ce serait une bonne formule. S'agissant de l'abonnement, il précise qu'il était déjà possible de recourir au service en utilisant la fonctionnalité de NFC sur Android et que ce le sera bientôt avec iOS (iPhone) également.

**Le Président** rappelle aux membres qu'ils disposent sur le site internet du Syndicat de bulletins mensuels leur indiquant les tendances d'utilisation du service sur leur territoire et qu'il est preneur de toutes les observations ou commentaires qui pourront permettre d'améliorer ces tableaux de bords. Il remercie l'équipe technique et de la communication du Syndicat qui ont travaillé sur ce sujet extrêmement précieux et indispensable pour piloter l'évolution du service.

**Luc Mauvarin** (GPSO) souhaiterait connaître le nombre de vélos perdus.

**Thierry Pereira**, Directeur technique, répond que dans le marché Velib', un vélo va être qualifié de perdu au bout de 24 heures. Au bout de 24 heures de course, le vélo va s'autoverrouiller et le guidon se bloquera et sera habituellement abandonné. Pour rappel, les vélos ne sont pas équipés de puces GPS donc Smovengo n'est pas informé lorsqu'un vélo est abandonné quelque part, d'où la nécessité qu'il y ait un signalement réalisé.

Un vélo est effectivement qualifié comme perdu quand on ne voit plus au bout de 6 mois. Le marché précise que le Syndicat indemnise Smovengo jusqu'à 10 % du parc de l'année n-1.

Smovengo perd environ 15 % de la flotte, ce qui est assez faible comparé au précédent exploitant de Velib', JC Decaux. Dans les 15 % sont pris en compte les vélos récupérés mais aussi ceux qui ne sont plus en état de marche.

**Yannick Cabaret**, Directeur général, indique que comparé à d'autres parcs de vélos dans d'autres villes, c'est extrêmement faible. Cela est lié à la qualité de la sécurisation des Velib' qui permet de désactiver le guidon au bout de 24h rendant le vélo inutilisable, ce qui conduit à son abandon mais pas son vol.

**Thierry Pereira**, Directeur technique, indique que dans le cadre du marché, le Syndicat doit indemniser Smovengo au maximum à hauteur de 10 % du parc au titre du vol et vandalisme. Les signalements des vélos abandonnés sont à la fois assurés par les utilisateurs du service via l'application ou le site internet, et par les collectivités adhérentes. Certaines villes font le choix de récupérer les vélos, de les stocker dans leurs centres techniques municipaux et ensuite d'appeler Smovengo. Cela permet de libérer l'espace public et les stocker avant que les équipe de maintenance de Smovengo ne les rapatrient en atelier pour contrôle.

#### - Les différents contentieux en cours

**Malik Salemkeur**, Directeur juridique, prend la parole et indique que depuis le dernier comité syndical, les choses ont peu bougé.

Concernant le contentieux sur Autolib' avec le groupe Bolloré, il rappelle que le groupe a déposé un recours sur le fait que le TA l'a débouté sur sa demande indemnitaire et a déposé un appel le 5 février 2024. Le Syndicat a répondu le 7 mai 2024 et avec les communes volontaires le 5 juin 2024.

L'instruction est portée jusqu'au 7 juillet 2024. La cour administrative d'appel souhaite aller relativement vite sur ce traitement, elle devrait statuer d'ici la fin de l'année. Il risque d'y avoir une expertise qui prendra des mois pour apprécier les montants qui seraient dus au groupe Bolloré. Pour l'instant, il n'y a pas lieu de modifier les provisions financières qui ont été constituées par le Syndicat. Il n'y a pas d'échéance d'audience à ce jour.

Concernant les contentieux avec la ville d'Antony, lors du dernier comité syndical, il a été délibéré pour corriger ce que le TA avait demandé. La ville a décidé d'attaquer 5 des 6 délibérations, considérant qu'ils avaient gagné en première instance et que le Syndicat n'avait pas à délibérer à nouveau. Le Syndicat va répondre aux recours qui ont été déposés le 27 mai 2024.

Concernant le contentieux avec GPSEA, l'ancienne communauté d'agglomération plaine centrale Créteil, Alfortville, Limeil-Brévannes, le Syndicat déplore de ne pas pouvoir discuter avec eux. Une conciliation a été proposée, qui a été refusée. Il faudra pourtant très sûrement trouver un accord sur une convention financière de retrait comme le prévoit nos statuts.

Enfin concernant le contentieux Velib', JC Decaux et la RATP ont attaqué le Syndicat car ils considèrent toujours qu'ils auraient été évincés de manière abusive. Le Syndicat est en attente d'une date d'audience qui devrait arriver fin 2024.

*L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h.*

Le Secrétaire,



Frédéric Sitbon

Le Président,



Sylvain Raifaud